

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 4 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS REFRACTORY MINERALS CLERAC

La Gare
17270 Clérac

Références : 0007201891/2026/60

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement IMERYS REFRACTORY MINERALS CLERAC implanté Chierzac Est 17210 Bedenac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS REFRACTORY MINERALS CLERAC
- Chierzac Est 17210 Bedenac
- Code AIOT : 0007201891
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne carrière d'argile. Le bénéficiaire de l'autorisation initiale est AGS. Depuis le 1^{er} octobre 2014, la nouvelle dénomination sociale est IMERYS. L'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 6 août 2012, pour une durée de 10 ans et une production maximale autorisée

de 70 000 tonnes d'argiles et 60 000 tonnes de sable.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-39-1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-75-1	Sans objet
3	Usage futur	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 4.2	Sans objet
4	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notification de cessation d'activité de la carrière a été transmise le 28 mai 2022.

Lors de la visite, l'inspection constate que le principe de remise en état prescrit à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-2105 du 6 août 2012 est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification de cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations [...] ainsi que la liste des terrains concernés. [...]
Constats : Par courriel du 28 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, un dossier de cessation d'activité, incluant la notification de cessation d'activité. Avant le 1er juin 2022, l'exploitant a notifié les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité de ses installations dans le cadre de la cessation de ses activités. La notification a donc été réalisée avant la mise en application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP), introduisant l'obligation pour les exploitants d'ICPE de faire appel à un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.
Constats : Par courriel du 28 mai 2022 l'exploitant a transmis à l'inspection, un dossier de cessation d'activité, incluant la notification de cessation d'activité. Dans son rapport du 25 août 2022, l'inspection propose au Préfet de Charente-Maritime de prendre acte des mesures de mise en sécurité. Par courrier du 22 septembre 2022, le Préfet a pris acte des mesures de mise en sécurité de la carrière. Par courriel du 29 juillet 2025, l'exploitant a transmis un mémoire de fin de travaux, incluant notamment les factures d'enlèvement des déchets, les factures de mise en place des clôtures, la facture d'évacuation de la cuve et la facture d'évacuation de l'ancienne cabane de chantier. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Usage futur
Prescription contrôlée : L'art. 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-2105 du 6 août 2012 stipule les conditions de remise en état suivantes : "[...] L'objectif final de la remise en état vise à la création d'un plan d'eau (95 000 m ²). Il est également prévu un certain nombre de plantations, de boisements et d'aménagements (chênes tauzins, pins maritimes avec bosquets de feuillus, semis de graines d'essence locales). Une zone inondable ayant pour objectif de relier la zone à Molinie existante à la zone réaménagée de l'actuelle carrière qui correspond également à une lande à Molinie sera aménagée pour favoriser la colonisation éventuelle du secteur par le Fadet des laïches. [...]" Article R. 512-75-1 du Code de l'environnement V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.
Constats : Par courriel du 28 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de cessation d'activité, qui ne se positionnait pas sur l'usage futur du site. Une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) était envisagée. L'exploitant s'engageait à remettre le site en état si le projet d'ISDI n'était pas confirmé. Le projet d'ISDI a finalement été abandonné. L'exploitant a transmis un dossier relatif à la remise en état daté du 10 décembre 2024. L'exploitant précise que la remise en état consistera en la restitution du plan d'eau initialement prévu, avec quelques ajustements, en prenant en compte : <ul style="list-style-type: none">- les recommandations de la note hydrogéologique de GEOAQUITAINE ;- les recommandations de Nature Environnement 17 ;- les recommandations du Conservatoire d'espaces naturels Nouvelle-Aquitaine ;- les accords passés avec le SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) de Charente-Maritime. IMERYS Clérac est propriétaire de l'ensemble des terrains. Le 28/11/2024, le plan de remise en état actualisé a été signé par le Maire de Bedenac, avec un avis favorable. Lors de la visite du 19 janvier 2026, l'inspection constate que le principe de remise en état prescrit à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-2105 du 6 août 2012 est respecté. En outre, les recommandations de la note hydrogéologique de GEOAQUITAINE, de Nature Environnement 17, du Conservatoire d'espaces naturels Nouvelle-Aquitaine et du SDIS 17 présentes dans le dossier du 10 décembre 2024 ont été appliquées. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité [...], l'exploitant transmet au préfet [...], un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]
Constats : Par courriel du 29 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le mémoire sur les travaux réalisés. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite